

UNE SOURCE INÉDITE DE L'HISTOIRE DE L'ANTICOMMUNISME

Les archives de

Michel CAILLAT, Mauro CERUTTI, Jean-François FAYET, Jorge GAJARDO

L'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert (1924-1950)



Théodore Aubert.

Parmi la multitude des organisations qui occupent le terrain de la lutte anticommuniste durant l'entre-deux-guerres, « *un seul regroupement politique, note Sophie Cœuré, se distingue par un projet d'action et de propagande systématiquement dirigé contre l'Internationale communiste, assimilée à l'Union soviétique. Il s'agit de l'Entente internationale contre la III^e Internationale*¹ », plus connue dans les années trente sous le nom d'Entente internationale anticommuniste (EIA), fondée en 1924 par l'avocat genevois et homme politique Théodore Aubert, avec le concours du représentant à Genève de l'ancienne Croix-Rouge impériale russe, le docteur Georges Lodyginsky.

Des archives enfin accessibles

Les archives de l'EIA ont été déposées à partir de novembre 1945, sous forme de dépôt, à la Bibliothèque publique et universitaire de la ville de Genève par Théodore Aubert et Alexandre Lodyginsky, frère de Georges, qui était le responsable de la section russe. Ce dépôt a ensuite été transformé en don en décembre 1950 par Aubert lui-même². Deux parties distinctes le composent. La première — quelque 2 200 cartons — constituait la bibliothèque de l'organisation. Elle renferme les publications, rassemblées ou produites par l'EIA. Elle a fait l'objet d'un inventaire, établi en 1960. Accessible au public dès l'origine du dépôt, avec cependant de sévères restrictions de consultation, cette partie a été répertoriée sous la cote Aa 3855. La seconde — les archives proprement dites — contient les procès-verbaux des réunions du Bureau de l'Entente et des conférences tenues par son Conseil international, ainsi

que la correspondance échangée avec les sections nationales ou des particuliers. Ces milliers de pièces sont stockées au sous-sol de la Bibliothèque dans 162 classeurs et cartons, munis chacun d'un titre qui en indique le sujet et les bornes chronologiques. Frappées d'interdiction de consultation par les légataires pour une période de vingt-cinq ans, prolongée jusqu'en 1991 par les descendants de Théodore Aubert en 1976, ces archives sont, depuis cette date, restées quasiment à l'abri de la curiosité des chercheurs.

Cependant plusieurs contemporains et historiens mentionnent l'EIA. Jules Humbert-Droz, figure centrale du Parti communiste suisse et de l'Internationale communiste, en parle dans ses *Mémoires*, et sa femme Jenny y a consacré quelques pages³. Parmi les travaux d'historiens, citons *Le Troisième Reich et la Suisse, 1933-1941*, de Daniel Bourgeois (1974), la thèse de Brigitte Studer sur le Parti communiste suisse (1994)⁴, qui tous deux évoquent les liens entre l'Entente et l'Antikomintern, une officine de propagande du III^e Reich, et *Le Tessin, la Suisse et l'Italie de Mussolini* de Mauro Cerutti (1988), directeur du projet en cours, qui signale les subventions versées par l'Italie fasciste à l'organisation d'Aubert⁵. Brian Crozier dans *Franco, A biographical history* (1967) et, à sa suite Paul Preston dans son volumineux *Franco, A biography* (1993), évoquent les relations entre l'Entente et le général, notamment l'influence que les publications du Bureau de Genève ont exercé sur la formation idéologique de ce dernier⁶. En 2002 paraissait le livre de l'historien américain Herbert Southworth (*Conspiracy and the Spanish Civil War: the Brainwashing of Francisco Franco*), dont une partie importante analyse en détail cet aspect⁷. Herbert Southworth, qui n'a pu consulter les papiers de l'Entente déposés à Genève, s'est en revanche fondé sur les mémoires inédites de Georges Lodyginsky, déposées à la *Hoover Institution of War, Revolution and Peace* de Stanford, texte qui offre des informations de première main sur l'organisation interne de

1. Sophie Cœuré, *La Grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999, p. 81.

2. Théodore Aubert à Henri Delarue, directeur de la Bibliothèque publique et universitaire de la ville de Genève, 11 décembre 1950, *Archives privées de la Bibliothèque publique et universitaire (BPU)*, Genève.

3. Jenny Humbert-Droz, « Le couronnement d'une vie de combat 1941-1971 », texte qui constitue le volume 4 des *Mémoires* de Jules Humbert-Droz, Neuchâtel, La Baconnière, 1973, pp. 10 sq.

4. *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern. 1931 à 1939*, Lausanne, l'Age d'Homme, 1994, p. 562.

5. Daniel Bourgeois, *Le III^e Reich et la Suisse 1933-1941*, Neuchâtel, La Baconnière, 1974, pp. 24-25 ; Mauro Cerutti, *Le Tessin, la Suisse et l'Italie de Mussolini : fascisme et antifascisme au Tessin 1921-1935*, Lausanne, Payot, 1988, pp. 261 et 523.

6. Brian Crozier, *Franco, a Biographical History*, London, Eyre et Spottiswood, 1967, p. 92 ; Paul Preston, *Franco, A Biography*, London, Harper Collins, 1993, pp. 61, 79, 97-98.

7. Herbert R. Southworth, *Conspiracy and the Spanish Civil War: the Brainwashing of Francisco Franco*, London, Routledge, 2002.

L'Entente. En France, Sophie Cœuré, dans son étude sur *Les Français et l'Union soviétique 1917-1939*⁸, et Sabine Dullin dans sa monographie consacrée aux ambassadeurs de Staline en Europe⁹, font référence aux efforts de l'Entente pour empêcher le rapprochement franco-soviétique du début des années 1930.

Depuis l'ouverture du fonds au public, en 1991, seuls quelques chercheurs ont pu accéder aux archives de l'EIA. Parmi les collaborateurs du projet en cours, Jorge Gajardo, pour sa recherche à propos du théâtre prolétarien¹⁰, et Jean-François Fayet, pour les siennes sur la Voks et la propagande culturelle soviétique¹¹, ont consulté une partie de cette importante source de documents. Michel Caillat y a eu recours pour sa contribution sur les relations entre l'Entente et l'Espagne nationaliste dans *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946)*, ouvrage collectif édité en 2001 sous la direction de Mauro Cerutti, Sébastien Guex et Peter Huber¹².

D'autres travaux reposant sur un dépouillement sectoriel de ce fonds sont en voie d'achèvement. Daniel Sebastiani, de l'Université de Fribourg, termine un ouvrage sur l'ancien conseiller fédéral Jean-Marie Musy. La thèse, soutenue à l'automne 2003 par l'historien suisse Rainer Baudendistel, évoque l'attitude du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) face à l'utilisation de l'arme chimique par les troupes italiennes engagées en Éthiopie en 1935. Woodford McClellan, de l'Université de Caroline du Nord, poursuit un travail consacré au rôle de la III^e Internationale dans ce qu'on appelait alors la « question nègre ». Citons enfin une première étude très approximative de Franck Tison sur l'EIA et la France, publiée dans le numéro de l'hiver 2000/2001 des *Cahiers d'histoire sociale*¹³.

Un projet soutenu par le FNSRS

Le projet financé depuis février 2001 par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNSRS) doit permettre à l'équipe de chercheurs dirigée par les professeurs M. Cerutti, S. Guex et Jean Batou, des Universités de Genève et Lausanne, d'écrire l'histoire de l'EIA selon trois axes principaux : l'Entente comme projet politique international, ses interlocuteurs hors de Suisse et son importance dans la construction d'une culture anticommuniste en Suisse.

Nous nous sommes ainsi attelés au dépouillement des 162 cartons et classeurs, que complétera l'examen de la masse considérable des publications produites et diffusées par l'Entente, ainsi que des publications rassemblées par elle sur la III^e Internationale, l'Union soviétique et le communisme en général. Un rapport de l'Entente, daté de 1942, qualifie l'ensemble de cette documentation d'« *unique au monde : 18 années de rassemblement quotidien d'informations et d'études sur le communisme*¹⁴ ».

La première phase de la recherche en cours a porté sur la saisie des données (procès-verbaux des réunions du Bureau permanent de l'Entente, circulaires et rapports destinés aux centres nationaux de l'organisation ou aux réunions annuelles de son Conseil international, correspondance) et leur stockage sur support informatique. À ce jour, le dépouillement exhaustif des procès-verbaux des réunions du Bureau et celui des circulaires, notes et rapports de ce même Bureau est achevé. Des milliers de fiches ont été rédigées et un index partiel des noms de personnes, de journaux, d'entreprises, d'organisations et de thématiques rencontrés, est en cours d'élaboration. Ce travail doit nous permettre d'arriver à une meilleure compréhension du fonctionnement interne de l'Entente, des appuis et financements dont elle a pu bénéficier, des relations avec les autorités (politiques, diplomatiques, militaires, policières), de la provenance de ses informations (documents officiels et presse soviétiques, bureaux de renseignement), et enfin de l'influence concrète qu'elle a pu exercer tout au long de son existence, en Suisse d'abord, puis dans les nombreux pays où elle disposait de relais.

La genèse de l'Entente internationale anticommuniste

La figure du fondateur est incontournable pour comprendre la genèse de l'Entente : avocat né à Genève en 1878, Théodore Aubert est issu d'une vieille famille huguenote établie dans cette ville depuis le XVII^e siècle. L'élément religieux forme une part essentielle des motivations de son action. L'Entente s'investira d'ailleurs beaucoup au début des années 1930 dans la lutte contre le mouvement des « Sans Dieu ». Ce chrétien militant est profondément marqué par le déclenchement de la Première Guerre mondiale, dont il déplore les effets négatifs sur la solidarité confédérale. Il s'engage dans l'action humanitaire, en tant que délégué spécial du gouvernement helvétique d'abord, du CICR ensuite, pour le compte duquel il effectue une mission à Berlin en décembre 1918. Il visite différents camps de prisonniers de guerre dans les environs de la capitale du Reich, s'intéressant notamment au sort des prisonniers de guerre russes. L'année suivante, le Comité lui confie une mission dans le nord de la France, et, en 1921, il le représente à la Conférence de l'Institut de droit international à La Haye. C'est d'ailleurs dans le milieu du CICR qu'Aubert rencontre plusieurs de ses futurs collaborateurs, à commencer par le docteur Georges Lodyginsky, délégué de l'ancienne Croix-Rouge impériale russe, alors installée à Paris, auprès des organisations internationales à Genève. Plusieurs membres du CICR appartiendront aux instances dirigeantes de l'EIA.

La première intervention publique de Théodore Aubert a lieu lors de l'unique grève générale qu'ait connue la Suisse, en novembre 1918. Elle commence le

8. Sophie Cœuré, *La Grande leueur à l'Est...*, op. cit., pp. 81, 169.

9. Sabine Dullin, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001, p. 228.

10. Jorge Gajardo Munoz, *Du Théâtre prolétarien au groupe L'Effort 1930-1940 (en quête d'un théâtre ouvrier genevois)*, Université de Genève, Faculté des lettres, mémoire de licence non publié, octobre 2001.

11. Jean-François Fayet, « La Voks : entre culture, politique et lobbying diplomatique », in Hans-Ulrich Jost et Stéphanie Prezioso, (dir.), *Relations internationales, échanges culturels et réseaux intellectuels*, Lausanne, Antipodes, 2002, pp. 97-113.

12. Michel Caillat, « L'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert face à la Guerre civile espagnole », in Mauro Cerutti, Sébastien Guex, et Peter Huber (dir.), *La Suisse et l'Espagne. De la République à Franco (1936-1946)*, Lausanne, Antipodes, 2001, pp. 421-437.

13. Franck Tison, « L'Entente internationale anticommuniste et la France (1924-1939) », *Cahiers d'histoire sociale*, n° 16, Paris, hiver 2000-2001, pp. 75-92.

14. « Rapport sur l'activité du Bureau permanent de l'Entente internationale anticommuniste en 1941 », février 1942, *Archives EIA — Activité du Bureau permanent de juillet 1924 à décembre 1949*, BPU, Genève, pièce n° 30.

jour même de la signature de l’armistice, ce qui heurte profondément une opinion romande très favorable à la cause de l’Entente. Elle coïncide également avec la décision du gouvernement suisse, adoptée sous la pression des puissances de l’Entente, d’expulser la mission soviétique dirigée par Ian Berzine, présente en Suisse depuis le mois de mai précédent. La mission n’avait joué aucun rôle dans l’organisation de la grève générale, mais l’opinion publique et les autorités rendent les Soviétiques responsables du mouvement¹⁵. Théodore Aubert interprète la grève comme une des premières manifestations de l’ingérence bolchevique dans les affaires internes de la Suisse, une thèse couramment avancée par la droite conservatrice pour contester toute légitimité aux revendications ouvrières et justifier la répression¹⁶. La grève générale a été ressentie par les représentants des élites politiques et militaires helvétiques comme un véritable traumatisme, qui structurera la culture politique suisse contemporaine.

Le 3 novembre 1918 déjà, Aubert lance dans le *Journal de Genève* une mise en garde contre les Soviétiques : « Halte là ! Bolcheviki ! ». Il œuvre ensuite à la création des Unions civiques, chargées de s’opposer au mouvement de grève, avec d’autres personnalités de la droite helvétique, comme l’officier d’état-major Eugen Bircher¹⁷. Avec l’appui des milieux financiers et industriels qui leur versent des subsides, ces différents groupements, surgis dans toute la Suisse, donnent naissance en avril 1919, lors d’un grand rassemblement à Windisch, près de Bâle, à la Fédération patriotique suisse (FPS), dont Bircher sera le président. Théodore Aubert en assume le secrétariat pour la Suisse romande. La vague révolutionnaire qui déferle en Europe durant l’immédiat après-guerre le détermine à conserver ce poste « plusieurs années durant ». Au cours de ses déplacements, il entre en relations avec les chefs de mouvements similaires à l’étranger¹⁸.

En novembre 1920, Théodore Aubert est à l’origine d’une initiative assez peu connue, qui n’aboutit pas mais

anticipe et préfigure déjà ce que sera l’Entente anticommuniste. Lors d’une conférence internationale secrète, convoquée par la FPS, qui réunit à Lucerne les représentants des mouvements de gardes civiques d’autres pays européens (Allemagne, Hollande, Belgique, Italie, Espagne), Aubert expose le projet d’une « *Centrale internationale d’informations* », dont le but serait de récolter « *des renseignements exacts sur l’ennemi qu’on veut combattre, sur son organisation, ses actions, intentions. D’autant plus que cet ennemi a choisi de conduire sa lutte sur le terrain international* »¹⁹.

L’étape suivante est mieux connue. Il s’agit du rôle joué par Aubert dans le procès des assassins, Maurice Conradi et Arcadius Polounine, du délégué soviétique Vaclav Vorovski à la Conférence de Lausanne sur le Proche-Orient (mai 1923)²⁰. Le grand-père de Conradi avait fondé à Saint-Petersbourg une fabrique de chocolat. Après la nationalisation de l’usine et le meurtre de son oncle par les gardes rouges, Conradi se bat dans les armées blanches. De retour en Suisse, il prend pour cible de sa vengeance Vorovski, qui ne jouissait d’aucune mesure de protection particulière malgré le climat hostile entourant la présence de la délégation soviétique.

Le procès se déroule en novembre 1923 devant un tribunal lausannois. Théodore Aubert est chargé de la défense du complice de Conradi, le Russe Polounine. Le plaidoyer qu’il prononce devant la Cour est un véritable réquisitoire contre le bolchevisme. Bien qu’il soit prévenu de meurtre compliqué de préméditation, mais avec circonstances atténuantes, Conradi est acquitté par le jury populaire, de même que son complice, dans une atmosphère marquée par un anticommunisme virulent, où la mémoire de la grève générale de 1918 tient une place essentielle. La notoriété qu’Aubert acquiert à cette occasion lui permet alors d’être élu au Parlement genevois sous l’étiquette de l’Union de défense économique (UDE), une dissidence du parti démocratique (actuel parti libéral) dont le programme

**ÉVOLUTION ET PROVENANCE DES RESSOURCES FINANCIÈRES DE L’EIA
ENTRE 1925 ET 1929 (en francs suisses)**

	1925	1926	1927	1928	Total
Genève	9 666	18 346	39 318	50 033	117 363
Bâle	5 000	10 000	—	—	15 000
Zurich	5 000	9 000	3 000	3 000	20 000
Lausanne	500	500	1 500	1 500	4 000
Total pour la Suisse	20 166	37 846	43 818	54 533	156 363
Europe	50 392	36 319	94 992	77 473	259 176
Autres continents	498	674	12 596	258	14 026
Totaux	71 056	74 839	151 406	132 266	429 565

SOURCE : Bureau de l’Entente internationale contre la III^e Internationale, « Note du Comité financier », mars 1929, Archives EIA — Activités du Bureau permanent de juillet 1924 à décembre 1949, BPU, Genève, pièce n° 6.

15. Antoine Fleury et Danièle Tosato-Rigo, « À propos de la représentation diplomatique soviétique à Berne, mai–novembre 1918 : un nouvel éclairage à la lumière des rapports de Jan Berzine », *Traverse — Revue d’histoire*, n° 3, 1995, pp. 29–43.

16. N. s., « Un changement radical dans la politique suisse », *Archives EIA — Conférences EIA 1934-1936*, BPU, Genève. Voir aussi l’interview donnée par Théodore Aubert à *Je suis partout*, 6 février 1936, *ibid.* Sur la grève générale à Genève et le rôle de Théodore Aubert dans la formation des Unions civiques, lire Mauro Cerutti, « La grève générale à Genève », in Marc Vuilleumier et alii, *La grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Éditions Grounauer, 1972, pp. 174-175.

17. Daniel Heller, *Eugen Bircher: Arzt, Militär und Politiker: ein Beitrag zur Zeitgeschichte*, Zürich, Neue Zürcher Zeitung, 1990.

18. Interview de Théodore Aubert à *Je suis partout*, 6 février 1936, *Archives EIA — Conférences EIA 1934-1936*, BPU, Genève.

19. Vereinigte Schweizerische Bürgerwehren [Union des Gardes civiques suisses] (Schweizerischer Vaterländischer Verband [Fédération patriotique suisse]), « Internationale Konferenz in Luzern — 29. und 30. November 1920 », *Archives fédérales — E 2001(B) / 1 / 5a*, Berne.

20. Annetta Gattiker, *L’affaire Conradi*, Bern, Peter Lang, 1977, et Alfred Erich Senn, *Assassination in Switzerland*, Madison, University of Wisconsin Press, 1981.

politique est centré sur le « *souci de sauver les finances publiques par la réduction des dépenses*²¹ ». Publiée sous forme de brochure, *L'Affaire Conradi*, la plaidoirie d'Aubert, traduite en plusieurs langues, connaît un très large succès et peut être considérée comme un des documents fondateurs de l'EIA.

Convaincu que la lutte contre le communisme passe par une organisation à l'échelle mondiale qui puisse résister aux entreprises révolutionnaires sur plusieurs fronts, Théodore Aubert forme, en mars 1924, à Genève, un comité provisoire, chargé de créer un organisme de combat contre la III^e Internationale. Le docteur G. Lodyginsky, le colonel Alfred Odier, Gustave et René Hentsch — deux représentants de la banque privée genevoise — en font partie. Toutes ces personnes joueront un rôle important dans les organismes mis en place par l'Entente. En juin 1924, le Bureau provisoire convoque à Paris une première conférence, réunissant les représentants de quelques nations européennes, la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, la Hollande, la Norvège, la Suède, la Yougoslavie et la Suisse. La résolution suivante est adoptée :

« *L'Assemblée,*

Considérant le fait que la civilisation moderne et les institutions de chaque pays se trouvent en butte aux attaques constantes de groupements subversifs qui, placés sur le plan international, visent à leur destruction ;

Considérant qu'au premier rang de ces groupements subversifs figure la III^e Internationale ;

*Décide la constitution d'une Entente internationale destinée à combattre leur action sur le plan international et à défendre les principes d'ordre, de famille, de propriété et de patrie*²². »

Stratégie et moyens de l'Entente

Dans la mise en œuvre de ce programme, les fondateurs de l'Entente optent pour une structure « *aussi simple et souple que possible* ». Un Bureau permanent, siégeant à Genève, lieu stratégique, puisque c'est aussi le siège de la SDN et de diverses organisations internationales liées à ce qu'on appelle « l'esprit de Genève », a pour tâche de recueillir le maximum d'informations sur les activités du Komintern et de travailler, partout où cela est possible, à la constitution de centres anti-bolcheviques nationaux, auxquels il fournit une documentation adaptée à la situation locale. Ces centres chercheront à « *s'assurer le concours de parlementaires, de façon à ce que, dans chaque Parlement, des orateurs dûment renseignés et documentés puissent intervenir dans tout débat où l'action de la III^e Internationale serait en jeu* ». Ils doivent s'efforcer également « *d'obtenir la collaboration active à la lutte anti-bolchevique des organisations patriotiques existant dans chaque pays* ». Le Bureau permanent, véritable état-major de l'organi-

sation tout entière, élabore une stratégie en fonction des données recueillies officiellement ou officieusement. Il distribue une documentation fournie aux centres nationaux affiliés, dont il coordonne l'action. Une fois par an les délégués de ceux-ci se réunissent en un Conseil international, pour discuter, sur la base d'un rapport présenté par le Bureau permanent, « *de l'orientation générale à donner à l'action*²³ ».

Un comité financier est constitué fin 1924 qui s'attelle à la collecte de fonds. La contribution ordinaire d'un centre national est fixée à 5 000 francs suisses par an, mais certains groupements donnent davantage, comme le « *Nationale Bond tegen Revolutie* » hollandais. Comme le montre le tableau de la page précédente, l'argent provient pour une large part de Suisse, de Genève surtout. Les banques, les compagnies d'assurances, les gros industriels seront les principaux bailleurs de l'Entente.

Le Bureau envoie aux centres nationaux un bulletin hebdomadaire et des brochures spéciales où sont recueillies les informations sur l'activité du Komintern. Celles-ci lui parviennent par différents canaux : publications et rapports officiels du gouvernement soviétique et de la III^e Internationale, mais aussi documentation fournie par « *quelques Bureaux de renseignements suivant près les menées bolcheviques et la situation en Russie* » ou émanant « *de correspondants privés* ». Les bulletins de l'Entente sont remis aussi aux principales organisations internationales ainsi qu'aux grands journaux, aux hommes politiques influents et aux groupements d'ordre économique et moral²⁴. En septembre 1924, un accord est passé avec le *Journal de Genève* afin qu'il relaie les informations du Bureau. Le conseil d'administration du journal, dans lequel siègent plusieurs membres de l'Entente, s'engage à ce que la rédaction publie des articles émanant du Bureau ou rédige des articles à partir des documents fournis par lui²⁵.

Enfin, les membres du Bureau effectuent plus de cent cinquante voyages à l'étranger, pour développer et maintenir les contacts avec les centres nationaux et les personnalités susceptibles de collaborer à l'action de l'Entente. Un des premiers voyages effectué par Théodore Aubert a lieu d'ailleurs en Italie, en janvier 1925, au moment même où Mussolini, assumant les conséquences politiques de l'assassinat du député socialiste Matteotti, abolit le régime parlementaire. Il rencontre le *Duce*, auquel il suggère « *de prendre, le moment venu, l'initiative d'une Entente entre les gouvernements pour lutter contre la III^e Internationale* ». Mussolini promet son appui et réclame un mémoire exposant les buts de l'organisation. Un échange d'informations de nature policière est également décidé au cours de l'entretien²⁶. Trois mois plus tard, Aubert est à Madrid pour hâter la formation d'un centre national en Espagne. Les voyages à Paris sont innombrables, car la mise sur pied d'un centre national ou, à tout le moins, d'un bureau d'information est rendue difficile par les rivalités qui déchirent la droite française. Avec la

21. Roger Joseph, *L'Union nationale 1932-1939 — Un fascisme en Suisse romande*, Neuchâtel, La Baconnière, 1975, p. 5. Sur l'Union de Défense économique, lire Youssef Cassis, *L'Union de Défense économique — La bourgeoisie genevoise face à la crise, 1923-1932*, Genève, Presses universitaires romandes, 1976.

22. Théodore Aubert, « *L'Entente internationale contre la III^e Internationale* », *Bibliothèque universelle et Revue de Genève*, septembre 1925, p. 8.

23. *Ibid.*, pp. 9 et 10. À la fin 1924, des centres antibolcheviques affiliés à l'Entente existent en Angleterre, France, Belgique, Hollande, Allemagne, Norvège, Finlande, Tchécoslovaquie, Autriche, Yougoslavie, Grèce, Italie, Suisse, Nouvelle-Zélande et dans l'émigration russe. Bureau de l'Entente internationale contre la III^e Internationale, « *Projet de rapport* », 31 décembre 1924, *Archives EIA — Activités du Bureau permanent de juillet 1924 à décembre 1949*, BPU, Genève, pièce n° 1.

24. Bureau de l'Entente internationale contre la III^e Internationale, « *Projet de rapport* », 31 décembre 1924, *Archives EIA — Activités du Bureau permanent de juillet 1924 à décembre 1949*, BPU, Genève, pièce n° 1.

25. *Ibid.* Voir aussi les procès-verbaux du Bureau et la correspondance, en particulier les années 1924 et 1927.

26. « *Voyage de M^e Aubert en Italie, du 2 au 8 janvier 1925* », *Archives EIA — PV du Bureau permanent, 1924*, BPU, Genève, pièce n° 2a.

Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas, les choses sont plus faciles. À Bruxelles, le commandant Jean Spiltoir constitue son comité dès octobre 1924. À Londres, c'est l'Economic League qui servira de relais, après le déplacement sur place d'Aubert en décembre 1924. Pour la constitution d'un Centre en Autriche, c'est le ministre en poste à Berne, Leo di Pauli, qui sert d'intermédiaire.

En 1927, Théodore Aubert réussit à convaincre le général Primo de Rivera en personne à prendre personnellement en main la réorganisation du centre espagnol. L'importance qu'attache le dictateur à l'existence d'une branche espagnole de l'Entente trouve une confirmation supplémentaire dans le fait qu'il installe son siège dans le même bâtiment que la présidence du Conseil. De plus, il fait prendre plusieurs abonnements aux publications du Bureau pour le compte du ministère de la Guerre, afin que celui-ci les distribue à quelques officiers de haut rang, parmi lesquels le général de brigade Francisco Franco²⁷.

Le nouveau directeur du secrétariat espagnol, le colonel José Ungria Gimenez, ancien élève de l'École de guerre de Paris, est par ailleurs bien introduit dans les milieux conservateurs français. En décembre 1927, il est reçu par le maréchal Pétain, dont il signale l'intérêt pour l'action de l'Entente et suggère qu'on lui envoie de la documentation²⁸. Une rencontre aura lieu plus tard, en juin 1937, entre Georges Lodyginsky et le maréchal, qui confirme avoir connaissance de « *l'action de l'Entente depuis longtemps et la tient en haute estime* ». Pétain dit qu'« *il réalise par ailleurs l'importance de l'action internationale et son utilité pour son pays* », mais il désire agir avec prudence, « *de manière à se mettre complètement à l'abri d'insinuations et de fausses accusations* ». Une rencontre avec Théodore Aubert est décidée²⁹. L'état actuel de notre recherche ne permet pas encore de préciser quelles ont été les suites de cet entretien. En revanche, les relations entre l'Entente et l'Espagne de Franco sont relativement bien connues, depuis la parution de l'ouvrage collectif sur les relations entre la Suisse et l'Espagne cité dans l'introduction.

Un réseau d'influence d'une dimension internationale

Il apparaît que l'Entente anticommuniste a été avant tout un réseau d'influence, dont il reste à mesurer l'impact ; on ne peut en effet prendre pour argent comptant les affirmations contenues dans les procès-verbaux des réunions internes, dans lesquelles Aubert et ses collaborateurs tendent à s'attribuer la paternité exclusive de certaines décisions prises par les autorités en Suisse ou ailleurs. Pour obtenir et conserver l'appui des personnalités qu'ils s'efforçaient de rallier à leur combat, les dirigeants du Bureau se devaient de grossir aussi bien les intentions et les moyens de leurs adversaires que les résultats de leur propre action.

Celle-ci, en règle générale, se déroule de manière confidentielle. « *Il est exceptionnel que l'EIA mène une campagne publique sous son propre nom. Son action s'effectue dans la règle indirectement*³⁰. » Il en va de même pour la constitution des centres nationaux. Patronnés par un comité secret, formé de représentants aussi prestigieux que possible du monde politique et économique, ils apparaissent sous une appellation anodine — comité d'études ou d'entreprises —, qui dissimule aussi bien leur identité réelle que l'origine de leurs fonds³¹. Simple courroie de transmission, leur secrétariat exécute les instructions du Bureau de Genève. En cas de non respect de ces dernières, la qualité de centre national de l'Entente peut leur être retirée, comme cela se produit — provisoirement — en 1928 pour la Sepes (Société d'études politiques, économiques et sociales), centre belge de l'Entente, ou, la même année, pour le centre allemand de l'époque, mais de manière définitive. En effet, l'« *Uebersee Dienst* », un bureau de renseignement dépendant de l'état-major, refuse, et pour cause, de s'opposer à la politique de rapprochement avec l'Union soviétique, menée par les gouvernements de la République de Weimar.

Au moment où la récession — que la politique économique de Staline creuse chaque jour davantage, selon l'analyse de l'Entente — frappe durement l'Europe centrale, la collaboration germano-soviétique constitue une préoccupation majeure pour le Bureau et, en particulier, pour ses représentants français. Pour la combattre, des contacts sont pris au début 1930 dans les milieux chrétiens conservateurs allemands, notamment avec la hiérarchie de l'Église catholique et le « *Deutscher Bund zum Schutz der abendländischen Kultur* » (Ligue allemande de défense de la culture occidentale), une nouvelle organisation anticommuniste créée par le comte Werner von Alvensleben et soutenue en coulisse par von Papen. Lors d'une visite à Vienne, en avril, Théodore Aubert rencontre le chancelier Johann Schober et incite les dirigeants du centre autrichien, le prince Jean de Liechtenstein et le colonel baron Ottokar von Prochazka, à entrer en rapport avec le Bund³². Au cours de multiples voyages à Berlin et à Paris, effectués en 1930 et 1931, les membres du Bureau s'efforcent de mobiliser leur réseau de relations, afin de favoriser un rapprochement franco-allemand, destiné à faire pièce à la politique de collaboration germano-soviétique, initiée à Rapallo en 1922. Ces démarches n'aboutissent pas, et la crise politique allemande, à laquelle l'Entente tente de trouver une issue conforme aux intérêts du combat anti-bolchevique tel qu'elle l'entend, trouvera une autre solution³³.

Des sympathies douteuses : l'EIA et l'Allemagne nazie

En septembre 1931, le Bureau de l'Entente envoie Lodyginsky se rendre compte sur place de la situation et explorer « *les courants nouveaux, en partie encore*

27. Paul Preston, *Franco, A Biography*, op. cit., p. 61. Preston a pu consulter le manuscrit en cours de Herbert R. Southworth ; Bureau permanent, 23-24 août et 15 septembre 1927, Archives EIA — PV du Bureau permanent, 1927, BPU, Genève, pièces n° 84 et 92b ; lettre de remerciement du Bureau à Ungria Gimenez, 15 septembre 1927, Archives EIA — Correspondance : Espagne 1924-1930, BPU, Genève.

28. Lettre d'Ungria Gimenez au Bureau, 1^{er} décembre 1927, *ibid.*

29. « Rapport sur le voyage du D^r L. [Georges Lodyginsky] à Paris, juin 1937 », Archives EIA — PV du Bureau permanent, 1937, BPU, Genève, pièce n° 19.

30. Bureau permanent de l'Entente internationale anticommuniste, *Dix-sept ans de lutte contre le bolchevisme, 1924-1940 — L'activité de l'Entente internationale anticommuniste*, Imprimerie du Journal de Genève, décembre 1940, 36 pages, 7 pages hors-texte, 1 carte.

31. « Mémoire », [sans date : probablement fin 1924], Archives EIA — Bureau permanent : général 1924-1927, BPU, Genève. À titre d'exemple, le comité d'organisation secret, chargé de mettre sur pied le centre espagnol en avril 1925, comprend les membres suivants : — Marquis de Rafal (noblesse) ; Marquis de Casa Pedrero (propriétaires fonciers) ; Marquise de la Rambla (femmes) ; Comte Casal (syndicats patronaux paysans) ; Tomás Benet (Confédération patronale espagnole) ; José Ayats (Confédération espagnole des corps de métiers) ; Comte de Gamazo (milieux financiers) ; Luis de la Peña (président de la Chambre de la propriété urbaine) ; Angel Herrera (presse, directeur de El Debate, journal catholique) ; Trésorier : — Secrétaire : de Andrés y Morera.

« Centre national de l'Espagne — Patronage d'organisation » (écriture de Andrés y Morera),



Fac-similé d'une brochure de l'EIA.

Archives EIA —
Correspondance : Espagne
1924-1930 : Dossier
« De Andrés y Morera
Galicia », BPU, Genève.

32. « Voyage de MM.
Aubert et Odier à Vienne,
7-12 avril 1930 »,
Archives EIA — PV du
Bureau permanent, 1930,
BPU, Genève, pièce n° 38.

33. En revanche, les
premiers résultats de notre
recherche montrent qu'en
Suisse, l'action de l'Entente
a contribué, avec celle
d'autres organisations
anticommunistes et
patriotiques, à contrecarrer
efficacement, jusqu'en
1944, les timides
tentatives des autorités
fédérales de renouer des
relations avec l'Union
soviétique.

34. « Rapport du D^r L. sur
son voyage en septembre
1931 à Berlin », Archives
EIA — PV du Bureau
permanent, 1931, BPU,
Genève, pièce n° 107.

35. « Rapport du
D^r L. [Lodyginsky] sur
son voyage en
Tchécoslovaquie, Pologne
et Allemagne —
septembre 1932 »,
Archives EIA — PV du
Bureau permanent, 1932,
BPU, Genève, pièce
n° 87; « 8 mars 1933 »,
Archives EIA — P.-v. du
Bureau permanent, 1933,
BPU, Genève, pièce n° 20.

36. Bureau permanent,
19 avril 1933, « Réunion
du Bureau permanent le
23 mai, chez M. René
Hentsch à Chougny, 6 h.
du soir, 23 mai 1933 » et
« 13 juin 1933 », Archives
EIA — PV du Bureau
permanent, 1933, BPU,
Genève, pièces n° 43
et n° 47c.

37. Bouxen à Th. Aubert,
17 mai 1933, Archives
EIA — Correspondance :
France, 1932-1933, BPU,
Genève ; « 23 juin 1933 »,
« Visite du D^r Lodyginsky
au P^r Iljin à Kandersteg,
1^{er} septembre 1933 » et
« 28 septembre 1933 »,
Archives EIA — PV du
Bureau permanent, 1933,
BPU, Genève, pièces
n° 49, 62 et 70a.

38. Théodore Aubert,
« Résumé du rapport sur la
situation internationale »,
10 octobre 1933, Archives
EIA — Conférences EIA
1932-1933, BPU, Genève.

souterrains, mais dont on verra prochainement l'écllosion ». C'est ainsi qu'il est amené à rencontrer des membres du parti national-socialiste. Son diagnostic est encore réservé, mais il affirme avoir eu affaire à des gens « intéressants, intelligents et accessibles à une saine argumentation ». Sa conclusion est « qu'il existe parmi les protagonistes de la "nouvelle Allemagne" des éléments pouvant être travaillés dans un sens foncièrement anti-bolchevique³⁴ ». Cependant, le 8 mars 1933, le Bureau réaffirme que l'abandon de la politique de rapprochement du Reich avec l'URSS est une des deux conditions à l'utilité de l'action anticommuniste du cabinet formé par Hitler, l'autre étant la pratique à l'extérieur d'une politique de paix européenne³⁵.

En mai 1933, le Bureau envoie un de ses membres, l'avocat genevois Jacques Le Fort, nouer des contacts. Celui-ci rapporte que les avis sur Hitler des personnes qu'il a rencontrées concordent : le personnage est « extrêmement sage, mesuré, pas agressif dans ses attitudes et ses propos, toujours maître de lui-même ». Les Allemands ressentiraient « un sentiment de soulagement », voire de « délivrance à cause des mesures prises contre les juifs ». Le collaborateur d'Aubert rencontre également un des chefs de la police politique du parti, spécialement chargé de la surveillance des agents du Komintern, qui viendra en juin à Genève consulter la documentation de l'EIA³⁶.

L'Entente a donc fait le premier pas en direction du régime hitlérien. Le terrain n'est cependant ni hostile ni inconnu. D'après les dires d'un de ses informateurs français, un nommé Bouxen — probablement un pseudonyme —, l'organisation d'Aubert a « une bonne presse à Berlin », où son travail est apprécié. Cet encouragement et la certitude acquise que l'avènement de l'hitlérisme a barré la route à une insurrection communiste décident le Bureau, en septembre, d'envoyer Lodyginsky « établir des rapports de collaboration avec les nazis³⁷ ».

Le glissement vers une appréciation plus favorable du national-socialisme est perceptible dans l'exposé sur la situation internationale, prononcé par Théodore Aubert devant les participants à la réunion du conseil de l'Entente, en octobre 1933. Selon lui, le plan échafaudé par Moscou, c'est-à-dire « la bolchevisation de l'Allemagne, suivie ou précédée de l'écrasement de la Pologne, avec comme conséquence la bolchevisation du reste de l'Europe », a échoué grâce à l'accession au pouvoir d'Hitler. « La volonté du gouvernement allemand de combattre jusqu'au bout le communisme » est désormais un fait acquis, d'une valeur capitale, qui peut avoir « d'énormes répercussions » du point de vue de « l'intérêt supérieur de la civilisation », déclare Aubert, qui déplore, cependant, que des difficultés entravent les efforts des anti-bolchevistes « pour que la lutte engagée en Allemagne porte également ses fruits dans le domaine international ». En effet, le pan-germanisme hitlérien et « la manière dont la question juive a été traitée par les nazis » ont soulevé partout « de graves appréhensions », que Moscou a immédiatement exploitées en suscitant la création d'un front anti-hitlérien. Aussi paraît-il indispensable à l'orateur de « disjoindre ceux qui sont adversaires d'Hitler pour des motifs d'ordre national ou de doctrine libérale [...] de ceux qui luttent contre Hitler parce qu'il a abattu le parti communiste³⁸ ».

Le premier contact avec l'Antikomintern date du début de l'année 1934. Aubert propose au docteur Ehrh, son chef, « la création d'un service de renseignements anti-marxiste », qui serait indirectement soutenu par l'Allemagne. Quelques semaines plus tard, le docteur Ehrh propose à Le Fort, en visite dans la capitale du Reich, de réunir à l'automne un congrès international réunissant toutes les organisations anticommunistes dans la capitale du Reich. Les Allemands souhaitent même que ce congrès soit convoqué par l'Entente et dirigé par Aubert. La réponse de principe est positive, mais le Bureau exige des précisions quant aux personnes invitées et à la participation officielle de l'Allemagne³⁹.

1934 représente un moment clé dans l'appréciation faite par les divers protagonistes de la situation internationale. C'est le début du revirement tactique du Komintern, qui, tirant les leçons de l'élimination du Parti communiste allemand, va, sous la pression de nombre de ses militants, chercher, avec les socialistes et d'autres forces de gauche, à constituer un front uni contre le fascisme. Dans le même temps, le gouvernement soviétique tente de sortir de son isolement en s'intégrant dans le système de sécurité collective et en se rapprochant des démocraties occidentales. L'entrée de l'URSS dans la SDN, en septembre, et la conclusion par Staline, l'année suivante, d'un pacte d'assistance avec la France dirigé contre l'Allemagne, sont les premières manifestations de cette nouvelle attitude.

Les milieux conservateurs, qui identifient le régime soviétique et son prolongement, l'Internationale communiste, avec le mal absolu, n'ont jamais douté de la

permanence de l'objectif de ses dirigeants : la révolution mondiale. Persuadés que le fascisme et le national-socialisme ont arrêté à temps l'exécution d'une partie de ce projet en Italie puis en Allemagne, ils voient dans la nouvelle orientation du communisme international et du gouvernement soviétique un revirement opportuniste, destiné à masquer les défaites subies et à accomplir leur plan coûte que coûte, quitte à déclencher un conflit généralisé. Franco, qui s'abonne personnellement aux publications de l'Entente cette année-là, partage totalement cette analyse.

Aussi l'admission de l'Union soviétique dans la SDN, malgré une vigoureuse campagne orchestrée par l'Entente, va-t-elle contribuer à rendre suspect à ses yeux le rôle que peut jouer la SDN dans le maintien de l'équilibre international. L'adoption par le Komintern de la tactique des « fronts populaires », se substituant à celle de la lutte sans merci contre la social-démocratie, conduit l'organisation d'Aubert à resserrer ses liens avec l'Antikomintern et l'Institut italien d'études anti-communistes. C'est en 1935 que débutent les contributions versées à l'Entente par l'Allemagne et, probablement, l'Italie⁴⁰.

La collaboration entre l'Entente et l'Antikomintern, qui culmine avec la participation de la première à la conférence internationale anticommuniste secrète, organisée par la seconde à Munich en novembre 1936, s'inscrit dans la restructuration des relations internationales durant les années où se mettent en place les Fronts populaires plutôt que dans un ralliement à l'idéologie expansionniste et raciale du régime hitlérien⁴¹. La radicalisation des positions de l'EIA se veut une réponse à ce qu'elle considère comme une offensive d'autant dangereuse de la part du Komintern que celle-ci pourrait séduire de larges secteurs de l'opinion effrayés par la montée du fascisme et qui, trompés par une habile propagande, seraient destinés en réalité à servir de masse de manœuvre aux auteurs de nouvelles tentatives de subversion de l'ordre social. Dans ce contexte, elle interprète le soulèvement des militaires espagnols de juillet 1936 comme le seul moyen d'empêcher une prise imminente du pouvoir par les communistes en Espagne.

L'Entente à l'épreuve de la Deuxième Guerre mondiale

Face à la menace de destruction de l'ordre social qu'est supposé faire peser sur l'Europe le communisme international, quel poids revêt la contestation par l'Allemagne et l'Italie de l'Europe modelée à Versailles ? D'ailleurs, n'est-ce pas l'Union soviétique, seule bénéficiaire selon l'EIA du déclenchement d'un conflit dont la conséquence sera d'accélérer la révolution mondiale, qui menace la paix européenne ? On comprend que l'annexion de l'Autriche, la destruction de la Tchécoslovaquie, suivie de celle de la Pologne, obte-

nue par Hitler au prix d'un pacte avec l'adversaire d'hier et d'une nouvelle guerre européenne, n'ont pas pour l'Entente le même poids que les avancées territoriales du bolchevisme à l'Est, dans les pays baltes et en Bessarabie. Aussi la guerre faite par Moscou à la Finlande, durant l'hiver 1939-1940, est-elle l'occasion pour l'Entente de fournir son dernier effort important sur le plan international en déléguant sur place son secrétaire général, G. Lodyginsky.

La défaite de la France, en juin 1940, marque la fin de son engagement à l'étranger, du fait de la rupture presque totale des communications. Dès septembre 1939, Théodore Aubert a mis à disposition des autorités fédérales et du service de renseignement de l'armée les compétences de ses collaborateurs et sa documentation. Il redoute la répétition des troubles sociaux ayant marqué la fin du premier conflit mondial. Cette crainte véritablement obsessionnelle est, comme en 1918, partagée par la grande majorité des responsables politiques et économiques helvétiques. C'est pourquoi l'Entente entreprend, avec l'aval des autorités, une action d'envergure auprès des capitaines d'industrie, que ses membres visitent régulièrement, pour prévenir toute tentative à caractère révolutionnaire. Le travail de délation, qui a toujours été une des activités importantes du Bureau, devient une composante essentielle de son action.

La situation de la Suisse est cependant bien différente de celle qu'elle avait connue durant la guerre de 1914-1918. L'économie tourne à plein régime, grâce surtout à l'accord signé avec l'Allemagne en août 1940. Chômage et augmentation des prix sont sous le contrôle d'offices gouvernementaux compétents et bien préparés. Il n'y aura pas de mouvement social d'envergure et les accords de paix du travail, conclus en 1937 entre syndicats et patronat, ne seront pas remis en cause. Au niveau international, les compromissions de l'Entente avec les régimes fascistes lui vaudront, à partir de 1944, un discrédit croissant dans l'opinion suisse, jusque dans les milieux les mieux disposés à son égard. Les autorités fédérales, civiles et militaires, prennent leurs distances avec une organisation devenue d'autant plus inutile et encombrante que la Confédération helvétique cherche désormais à normaliser ses rapports avec l'Union soviétique, ce qui sera fait en 1946.

Après la guerre, le rôle que s'est attribué l'Entente sera assumé, dans un contexte international différent et avec des moyens autrement plus puissants, par les Etats-Unis. « *Notre Bureau est désormais trop excéntrique et trop à l'avant-garde pour pouvoir remplir le rôle d'un centre universel [anticommuniste]. Que ce centre doit être aux Etats-Unis n'a pas besoin d'être démontré*⁴². » Une nouvelle étape de l'histoire de l'anticommunisme commence alors : la guerre froide.

□

39. Daniel Bourgeois, *Le Troisième Reich et la Suisse, 1933-1941*, op. cit., p. 25 : « Séance du Bureau du 25 mai 1934 », *Archives EIA — PV du Bureau permanent, 1934*, BPU, Genève, pièce n° 25.

40. Pour ce dernier pays, il est, en effet, impossible de dire, en l'état, quand commence exactement le financement des activités de l'EIA. Mauro Cerutti, dans *Le Tessin, la Suisse et l'Italie de Mussolini*, op. cit., p. 261, mentionne des montants de l'ordre de 50 000 francs pour l'année 1937 et de 90 000 francs pour 1938. Dans les archives EIA, Michel Caillat a trouvé trace d'un versement de 12 500 francs, effectué le 9 octobre 1937 par la « Banca nazionale del Lavoro », à Rome, et un reçu, signé de G. Lodyginsky, reconnaissant avoir touché, « de source italienne les sommes suivantes : le 23 mars 1939, 15'000 francs ; le 22 septembre 1938, 12 493,75 francs ; le 30 octobre 1938, 12 500 francs », *Archives EIA — Correspondance : Suisse « Divers » : FPS*, J.-M. Musy, *Office suisse de compensation*, Henri Vallotton, BPU, Genève.

41. Indépendamment de la participation de trois de ses membres au Congrès anticommuniste de Feldafing, près de Munich, en novembre 1936, le Bureau de l'Entente organise au moins quatre voyages à Berlin durant la période qui s'écoule de novembre 1935 à mars 1937, effectués par Lucien Cramer (novembre 1935), Lodyginsky (février 1936), puis à nouveau Lucien Cramer (novembre-décembre 1936) et Lodyginsky (mars 1937) : *Archives EIA — PV du Bureau permanent, 1935, 1936, 1937*, BPU, Genève.

42. Lettre adressée par Georges Lodyginsky au capitaine John B. Trevor, président de l'American Coalition of Patriotic Societies, 17 mars 1947, *Archives EIA — Correspondance : États-Unis, 1943-1950 : Divers*, BPU, Genève.